

REPORTAGE



HÉRARO DANIEL/EJING

Dalits hébergés après le tsunami dans un hôpital désaffecté. Les autorités locales ne s'inquiètent nullement des conditions d'hygiène dans lesquelles vivent les hors-caste, et les habitants du bidonville semblent eux-mêmes accoutumés à l'odeur pestilentielle du lieu.

Pour les 17 000 habitants issus des basses castes, victimes des ravages du tsunami de 2004, la reconstruction se poursuit grâce à l'aide internationale et à des microcrédits

Dans le bidonville de Madras, on ne vit pas de la charité

MADRAS
De notre envoyée spéciale

Plus d'un an après le tsunami, le large est toujours aussi inquiétant. Les 17 000 habitants du bidonville situé à 500 mètres du bord de mer se souviennent de cette vague qui, le dimanche 26 décembre 2004, en quelques minutes, a submergé la plage, remonté la rivière Kuwam qui traverse la ville de Madras, avant de se déverser dans le bidonville. Une boue noirâtre de déchets organiques et chimiques s'est insinuée dans les minuscules ruelles de terre battue, à travers les parois disjointes des huttes en feuilles de palme. Les habitants affolés se sont rués hors du périmètre noyé par l'eau, les enfants sous le bras, emportant avec eux le minimum.

Partis comme des réfugiés, ils sont restés éloignés pendant quinze jours, le temps de nettoyer les dégâts. D'autres sont repartis dans leur village d'origine pendant un mois, n'osant pas revenir. Heureusement, il n'y a pas eu de victime. Les 300 morts recensés étaient principalement des pêcheurs du bord de mer ou des membres de leur famille.

Mais comme une catastrophe ne survient jamais seule en Inde, près d'un an plus tard, en décembre 2005, un cyclone a balayé la région. Conséquence: 300 000 déplacés rien que dans l'État du Tamil Nadu!

Après le tsunami, «la mobilisation a été extraordinaire à Madras», souligne le docteur Lakshmin, de l'organisation non gouvernementale

indienne Bhoomika Trust. Sans parler de l'aide apportée en masse par la diaspora indienne dans le monde. Dans le bidonville, elle a permis de distribuer nourriture, réchauds, vaisselle et couvertures. «Nous avons reconstruit quelques maisons en dur», explique Philippe Malet, qui dirige l'ONG Speed Trust. Celles qui bordent la rivière ne seront plus inondées si une autre catastrophe venait à frapper la côte. Les familles vivent à quatre ou cinq dans 12 m². Autant dire que l'espace est compté. Le plus souvent, la famille s'installe sur le pas de la porte où elle retrouve les voisins dans une même promiscuité. Les autorités locales ne s'inquiètent nullement des conditions d'hygiène et les habitants du bidonville semblent eux-mêmes accoutumés à l'odeur pestilentielle du lieu. En vingt ans d'existence, le quartier des plus déshérités s'est étendu, multipliant ses toits de tôle ondulée en contrebas de la voie rapide, non loin de la gare centrale de Madras.

En un mois, le tsunami était une affaire classée. Et la vie a repris son cours. Le petit peuple du bidonville, porteurs, tanneurs, ouvriers dans la construction, éboueurs, conducteurs de rickshaws, femmes de ménage, a regagné ses pénates au sein du «bidonvillage», appelé ainsi parce que les communautés villageoises se reconstituent au sein du bidonville. La plupart de ses habitants viennent du centre de l'État du Tamil Nadu, dont Madras est la capitale. Ces hommes et ces femmes appartiennent pour 70 %

aux dalits: le plus bas échelon du système de castes, les intouchables ou hors-caste.

Les dalits représentent 17 % de la population indienne (soit environ 170 millions de personnes). Ils représentent un réservoir de main-d'œuvre bon marché. Dès 4 ou 5 heures le matin, des hommes quittent le bidonville pour les chantiers où ils se font engager à la journée. La moitié des familles (de quatre à cinq personnes en moyenne) vit avec moins de 3 000 roupies par mois (60 €). Kadamban, un solide gaillard d'une trentaine

Qui croirait que dans ce décor nauséabond, surpeuplé, à mille lieues du mirage économique de l'Inde moderne, 90 % des enfants vont à l'école!

d'années, chef du district, est leur représentant politique élu dans le bidonville. Sorte de médiateur, c'est à lui que l'on fait appel pour régler les conflits entre familles ou les problèmes avec la police. Les traces du tsunami effacées, reste la peur. «Les gens croient aux esprits et aux démons, même si les habitants du bidonville sont en partie des chrétiens. Pendant au moins six mois, ils ne voulaient plus manger de poisson. La rumeur courait qu'ils avaient été empoison-

nés par les cadavres», se souvient Philippe Malet.

Qui croirait que dans ce décor nauséabond, surpeuplé, à mille lieues du mirage économique de l'Inde moderne, 90 % des enfants vont à l'école! «Parce que ça fait sept ans qu'on leur court après!», plaisante Philippe Malet. L'ONG met l'accent sur la scolarité avec des aides accordées plus particulièrement aux enfants des mères veuves ou célibataires. De fait, des cours ont lieu un peu partout dans le bidonville. Les enfants en uniforme vert s'assoient en tailleur sur des nattes ou à même le sol, livre et cahier sur les genoux. Cours de soutien en anglais ou en mathématiques donnés par des professeurs indiens en dehors de leur cours normaux – l'un d'eux, aujourd'hui professeur à Madras, est lui-même un ancien élève du bidonville. Au bout du compte, rien d'étonnant à ce que certains enfants réussissent l'équivalent local du brevet des collèges!

«Le programme de microcrédits a bien dynamisé la zone», constate également Philippe Malet. Exemple: deux épiceries du bidonville ravagées par le tsunami ont reçu un crédit de 10 000 roupies (187 €). Un des commerçants, Mahalingam, a remboursé en dix mois, soit 1 200 roupies par mois (22 €). Il gagne aujourd'hui 5 000 roupies (93 €) par mois. Souvent ils achètent de l'or, sorte d'épargne qui servira un jour ou l'autre à payer les mariages, la dote ou les enterrements! D'autres initiatives permettent de fournir un petit pécule aux femmes chargées de famille, comme le tissage de paniers en plastique.

REPÈRES

LES DALITS RESTENT DES OPPRIMÉS

■ Les intouchables, auxquels le Mahatma Gandhi avait donné le nom de *harijan* (les enfants de Dieu), sont plus connus désormais sous le nom de dalits (les opprimés, les parias).

■ Victimes de l'oppression des castes supérieures, les dalits subissent de nombreuses discriminations: les intouchables n'utilisent pas le même puits que les autres villageois; ils résident en dehors du village, doivent enlever leurs chaussures dans les rues et restent debout dans les transports en commun, même si des places restent vides. Parfois des avions ne décollent pas, les passagers refusant de voyager avec un hors-caste. Ils sont souvent victimes de violences. Si l'éducation leur était interdite avant l'indépendance, ce qui empêchait toute promotion sociale, depuis, ils y ont accès.

■ Les dalits peuvent pratiquer toutes les professions et même accéder à la présidence du pays, comme Kocheil Raman Narayanan (1997-2002), ce qui ne doit pas faire croire que la condition des intouchables ait fondamentalement changé: les traditions religieuses sont plus fortes que les lois du pays. Cependant la politique de discrimination positive des quotas – 24,5 % des postes dans la fonction publique, les collèges et les universités leur sont réservés – leur a donné un poids politique du fait de leur nombre.

Très «tendance», ceux-ci sont vendus aux États-Unis ou en France par le biais du commerce équitable. Saraswathy doit avoir 45 ans, elle est veuve et mère de deux enfants, et habite une cabane sous le pont. En fabriquant des paniers, elle peut compter sur 500 roupies (9 €) par semaine.

Plus loin, une mère, qui a trois enfants, balaie la pièce unique dans laquelle vaisselle et matelas sont bien rangés le long du mur. La fille aînée a été admise dans un centre de formation et la mère tresse des paniers. Ravedi a pris la tête d'un groupe de femmes qui se réunissent chez elles pour fabriquer les paniers. Sa fille Kavitha a obtenu 19 sur 20 au brevet, elle est aujourd'hui en classe de première. Elle se destine à des études de médecine que Speed Trust s'engage à financer. «On ne fait pas la charité, on aide les gens en leur donnant un petit coup de pouce pour démarrer. Ensuite, il faut qu'ils tiennent debout eux-mêmes», dit encore Philippe Malet. Des ateliers de couture sont organisés, pendant lesquels sont fabriqués les uniformes scolaires des enfants et, à la fin de la formation, chaque jeune fille repart avec la machine.

Speed Trust caresse l'espoir de voir se réaliser prochainement deux autres projets: une maison pour les femmes abandonnées et les grands-mères soutiens de famille, ainsi qu'un centre culturel dédié aux expositions d'artistes et au théâtre, une façon de faire rentrer la culture dans un monde où on n'a guère le loisir de s'y consacrer.

AGNÈS ROTIVEL